



N° 16

**DISETTE** : Manque de ce qui est nécessaire à la  
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Décembre 2015

## **MEYZIEU : VIDEO A LA DEMANDE**

**C**ette visite dans les locaux de l'ESI Meyzieu nous a donné une nouvelle occasion de nous rendre compte des singularités des missions et des conditions de travail propres à ce site. Nos collègues sont les premiers à les souligner et ils sont sur bien des sujets partagés entre la fierté d'accomplir une mission singulière et l'agacement de constater des régressions notables dans leurs conditions de travail.

Depuis sa construction cet ESI souffre d'un manque de personnel de production dû aux conditions de travail particulières du site mais aussi à une rémunération sans rapport avec les contraintes imposées. Pour une présentation plus détaillée de cet ESI, nous vous invitons d'ailleurs à relire la Disette N°8 toujours disponible sur notre site. La plupart de nos écrits de l'époque sont toujours valables.

Nous y faisons déjà allusion aux tentatives de la direction pour imposer un mode de travail dit « mono-opérateur » au niveau de la mise sous-enveloppe. Autrement dit, puisqu'on n'a pas 3 agents disponibles sur le site pour faire le boulot, mettons en d'abord 2, puis tentons le coup avec un seul.

La DISI a tenté de passer en force pendant l'été sur ce sujet tout en menant un semblant de concertation avec le CHS-CT. Les représentants du personnel n'ont pas été dupes et ont coupé court à cette pseudo-expérimentation. Il n'empêche que la direction ne se sentait pas liée par ce refus et voulait persister.

Aux dernières nouvelles, les agents du site font bloc contre cette mesure et la direction n'en parle plus. Elle n'a d'ailleurs pas commandé le matériel nécessaire.

Notons que l'été dernier, ce n'est pas si vieux, une pétition soutenue par les syndicats a permis de mettre fin à des manœuvres visant à remettre en cause le régime des heures supplémentaires propre à l'établissement.

Depuis que cet ESI existe, les accès en sont gérés par une entreprise extérieure de sécurité qui surveille les caméras entourant le site nuit et jour et contrôle les entrées-sorties de véhicules.

Or, nous avons appris que la gestion des accès va être confiée aux agents à partir du premier décembre. On ne peut parler dans ce cas de réinternalisation puisque les agents du site n'ont pas vocation à devenir vigiles, même si cette profession prospère de nos jours. Nous estimons que cette mesure d'économie est totalement déplacée dans le contexte sécuritaire actuel.

Dans le même temps, les Directions Régionales et Départementales se sont vues allouer des budgets spéciaux pour placer des vigiles devant les établissements à risque. Dans le Rhône, ce ne sont pas moins de 7 sites estimés sensibles qui se sont vus dotés de vigiles.

\*\*\*/\*\*

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ [cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfi.finances.gouv.fr](mailto:cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfi.finances.gouv.fr)

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

La DISI RAEB marche donc à contre-courant de la DGFIP dans ce domaine. Bien sûr, la décision de ce changement est antérieure aux événements tragiques du 13 novembre et nous comptons rencontrer la DISI à ce sujet pour en connaître les raisons et infléchir sa décision.

Cette économie fait peser sur les épaules des collègues un poids bien trop élevé. Si l'on cherche à faire des économies dans ce lieu, nos collègues ont quelques pistes à soumettre : il existe en effet un certain nombre de machines sous-employées et dont le coût d'entretien est prohibitif.

A commencer par les 3 fardeleuses situées en bout de ligne qui font l'objet d'un contrat de maintenance exorbitant alors qu'une seule d'entre elles ne sert et seulement de manière épisodique. On pourrait citer également les têtes d'impression couleur des imprimantes qui ne servent pas puisque la totalité des documents sortant de Meyzieu est imprimée en Noir et Blanc !!

## **SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : ET DE NEUF QUI FONT 46**

La casse du service public continue. La DISI compte 4 ans et demi d'existence et 46 suppressions de poste. Aux 37 de 2012 à 2015 s'ajouteront 9 suppressions d'emploi : 2 cadres B (2 à l'ESI Dijon et 1 à l'ESI Grenoble) et 7 cadres C (1 à la DISI, 2 à l'ESI Part Dieu, 2 à l'ESI Lyon Lumière et 2 à l'ESI Dijon).

Si 2 agents de traitement de catégorie C disparaissent à l'ESI Part Dieu et à la DISI, la liste des Pupitreurs Assistants Utilisateurs supprimés s'agrandit puisque 4 agents C de l'ESI Part Dieu, de l'ESI Lyon Lumière et de l'ESI Dijon (2) manqueront à l'appel en septembre 2016.

Rassurons les cadres B administratifs qui seront amputés d'un de leur membre à l'ESI de Grenoble.

Notons à l'ESI Lyon Lumière la disparition prochaine d'un cadre C AST SERCO et à l'ESI Dijon d'un cadre B PSE.

Qu seront les heureux élus ? Les régularisations et transformations d'emplois éclaireront peut-être nos lanternes.

Retrouvez tous ces chiffres sur le site internet de la CGT DISI RAEB <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

Les cadres A ont été épargnés cette année mais pour combien de temps ?

L'état d'urgence instauré par le gouvernement Hollande n'a pas arrêté les suppressions d'emplois pour 2016. raison de plus pour rappeler que le mouvement de grève du 18 novembre 2015 n'a pas été supprimé mais reporté à une date ultérieure.

Le droit de manifester est interdit. Pas celui de faire grève. Même pour celles et ceux dont le nouveau métier consiste à surveiller les entrées et sorties à l'ESI de MEYZIEU et de la DISI.

Alors, rendez vous en 2016 pour dire avec nous : **STOP AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS. STOP A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC**

## **BONNES FETES DE FIN D'ANNEE**

L'année 2015 se termine comme elle a commencé : avec le sentiment que, décidément, rien ne va sur notre belle planète :, les attentats du 13 novembre nous rappellent étrangement ceux du 7 janvier contre l'équipe de Charlie Hebdo. Avec en plus, l'état d'urgence ...

Nous continuons à penser plus que jamais que pour la cohésion de notre pays il faut agir : pour la qualité et l'efficacité du service public, pour une société et une fiscalité plus justes, pour un renforcement des moyens de la DGFIP et l'amélioration des conditions de travail. Autant de raisons pour continuer le combat contre un monde que nous avons toujours refusé. Et pour vous souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année.

Résister, c'est vaincre. Rendez vous en 2016. Nous comptons sur vous !